Arnaud Robinet : « Les mariages mixtes sont rares »

Mission. Comme d'autres villes, Reims est confrontée à l'« émiettement social ». Pour son maire, les élus locaux sont les mieux placés pour y remédier.

Le Point: Constatez-vous à Reims un processus d'archipellisation de la société?

Arnaud Robinet: Oui, cette segmentation trouve bien évidemment une traduction à Reims comme ailleurs. On constate l'installation de nouvelles populations et une augmentation du communautarisme due à l'individualisation de nos sociétés. Je défends une définition large du communautarisme, qui désigne des rassemblements de personnes autour d'un mode de vie. On voit par exemple émerger une forme de communautarisme autour du véganisme, traversé par une forme d'activisme. A défaut d'entretenir un lien avec l'unité nationale et l'appartenance à un pays, ces communautarismes tentent de rassembler les individus autour d'une idée fédératrice.

Assistez-vous à une « réorganisation affinitaire » de votre ville?

Reims est un cas particulier; les enjeux prioritaires sont au cœur de la ville et non en périphérie. C'est une ville modérée, la mobilisation des gilets jaunes s'y est déroulée sans dégradations. On pense souvent que c'est une ville bourgeoise, très catholique, mais Reims, c'est 43 % de logements sociaux, avec des quartiers où le revenu moyen annuel par habitant est de 6 000 euros. La géographie du repli se noue autour du thème de l'école. On essaie de brasser le plus possible les populations et la collectivité exerce son droit de regard sur la politique de peuplement lors des commissions d'attribution des logements sociaux.

Quels sont les enjeux de cette politique de peuplement?

Pour éviter des logements vides, les bailleurs sociaux ont accepté beaucoup de demandes venant de Paris, en particulier des populations tchétchènes et du Suriname. Ce ne sont pas les mêmes modes de vie. La question des barbecues sur le domaine public tard le soir a suscité des tensions. On a un projet de 370 millions d'euros pour rénover quatre quartiers. Vous pouvez faire les plus beaux bâtiments du monde, tant que les problèmes de communautarisme, de radicalisation et de trafics ne seront pas réglés, vous n'y arriverez pas. Dans ces quartiers vivent aussi énormément de talents. Voilà pourquoi on y implante de l'enseignement supérieur et des infrastructures culturelles.



Arnaud Robinet
Maire de Reims

PHOTOPQR/L'EST REPUBLICAIN/MAXPP

Comment une politique municipale peut-elle lutter contre la fracturation de la société?

On peut dénoncer ce phénomène, mais il ne faut pas oublier qu'il est aussi entretenu par certains politiques. On a toujours eu tendance à opposer les Français les uns aux autres, certains élus opposent les riches aux pauvres, les centres-villes aux périphéries... Certains partis ont prospéré sur les communautarismes et les clivages, en faisant par exemple croire qu'une partie de la population était délaissée alors qu'on injectait des milliards d'euros. L'objectif d'un élu aujourd'hui est de réussir à créer des liens et à mener une politique transversale pour permettre la rencontre et développer le sentiment d'ancrage dans la ville. A Reims, on a choisi le centre-ville pour bâtir un pôle aqualudique.

Quelles observations sociologiques pouvez-vous tirer des évolutions de l'état civil?

Je constate que les mariages mixtes restent rares. Le mariage est un moment où l'on ressent le communautarisme dans toute sa profondeur. On est obligé de prendre des mesures draconiennes lors des mariages. Je n'ai pas de difficulté à concevoir qu'un mariage puisse être bruyant et joyeux, mais il n'est pas question d'avoir d'autre drapeau que le français dans une mairie. Lorsque vous avez entre 30 et 40 mariages un samedi, vous n'avez pas envie d'avoir à gérer des perturbations dans les environs. Enfin, pour ce qui est des prénoms enregistrés par l'état civil, on ne peut que constater les endogamies sociales, culturelles ou religieuses. On le voit aussi dans nos classes, où les prénoms d'origine étrangère sont majoritaires.

Donnez-nous un peu d'espoir, des signes qui montrent que l'on ne se dirige pas forcément vers un monde émietté...

Cette fragmentation n'a pas surgi en quelques mois, c'est un processus d'évolution de la société en cours depuis les années 1980 et que nos dirigeants n'ont pas su appréhender. L'appartenance à un pays ou à une nation va se renforcer. Cette évolution se fera par les maires. Nous sommes au contact direct de notre population et nous n'avons pas attendu le grand débat pour faire de la démocratie locale. Nous disposons des leviers pour favoriser la cohésion sociale d'un territoire ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR CLÉMENT PÉTREAULT**